

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RICHARD PONTVERT et Cie

Références : 2023-Is040T4
Code AIOT : 0006114777

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement RICHARD PONTVERT et Cie implanté ZAC Centr'Alp 2 65 rue des Tuiliers 38430 Saint-Jean-de-Moirans. L'inspection a été annoncée le 09/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RICHARD PONTVERT et Cie
- ZAC Centr'Alp 2 65 rue des Tuiliers 38430 Saint-Jean-de-Moirans
- Code AIOT : 0006114777
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RICHARD PONTVERT, spécialisée dans la fabrication de chaussures, exploitait jusqu'en 2016 deux sites de production à Tullins et Izeaux en Isère.

En 2015, elle a déposée une demande d'autorisation d'exploiter une nouvelle usine sur la commune de Saint-Jean-de-Moirans afin d'y réunir les activités et les effectifs des 2 autres sites.

Le site de Saint-Jean-de-Moirans a été autorisé par arrêté préfectoral n°DDPP-2016-11-13 du 25 novembre 2016. Il est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2360.1 (atelier de fabrication de chaussures).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits chimiques,
- Gestion des risques de pollution accidentelle,
- Gestion des rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Suites de l'inspection de 2017 – Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 3.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 6.1.1 et 8.1.2	/	Sans objet
3	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et VI	/	Sans objet
7	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection des installations classées formule deux demandes d'actions correctives et une observation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4440 – solides comburants : 22kg 4725 – Oxygène : 31 kg 4718 - Gaz inflammables liquéfiés : 0,078 t 4719 – Acétylène : 7kg 4331 – Liquides inflammables cat. 2 : 2,8 t
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a détaillé la nature des substances et mélanges dangereux susceptibles être stockés sur le site. Aucune différence notable par rapport aux quantités retenues dans le tableau des activités du site n'est relevée.
Observations : Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 6.1.1 et 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.1.1. Identification des produits L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents sans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter un état de stocks à jour. Il a été précisé en séance que cet état est accessible sur le réseau auquel un accès depuis l'extérieur du site est possible (par VPN). On retient la possibilité de filtrer par mentions de dangers et l'existence d'un tableau de récolement ICPE permettant de contrôler que le respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation vis-à-vis quantités maximales autorisées. Sur le fichier présenté, il figure une colonne correspondant à l'emplacement des produits stockés. Par ailleurs, un plan général avec localisation des potentiels de dangers a été présenté.
Observations : Ces points n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Lors de la visite terrain, la présence de l'étiquetage visible sur les contenants commerciaux a été vérifiée. Seul, l'étiquetage du produit de l'autolaveuse était insuffisant (Bluesil 35B). Le pictogramme « corrosif » apparaissait mais les mentions de dangers n'étaient pas détaillées. Le contenant en question était positionné sur une rétention dédiée.
Observations : Observation n°1 : L'exploitant apposera un étiquetage conforme sur le contenant du produit de l'autolaveuse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p> <p>AP du 13 novembre 2016 - 6.1.1 . Identification des produits (...)</p> <p>L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
<p>Constats : Les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles sur le site. L'exploitant a pu fournir les FDS demandées. Les deux FDS examinées dataient respectivement de 2020 et 2021, elles sont considérées comme à jour.</p> <p>La FDS préconise, pour la mise en œuvre de la colle Neoprene BOSTIK 1400, le port de gants et de lunettes de protection. La visite de l'atelier a permis d'échanger avec les agents qui mettent en œuvre ces produits dangereux et d'examiner un poste de travail. Des gants sont disponibles sur le poste de travail mais semblent incompatibles avec le produit. Les lunettes de protection ne sont pas disponibles à proximité du poste de travail.</p>
<p>Observations :</p> <p>Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant prend les dispositions nécessaires à la mise à disposition des opérateurs des équipements adaptés à l'utilisation des produits dangereux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]
Constats : La conformité du volume de rétention disponible a été examinée pour le local « colle ». Les dimensions de la rétention sont 4,55mx6,04mx0,2m. Son volume est de 5,50 m ³ . La rétention serait adaptée à une quantité totale de produits de 11 m ³ . Au regard des quantités présentes au moment de la visite, elle est correctement dimensionnée.
Observations : Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : La rétention est une cuvette maçonnée au fond de laquelle un tapis absorbant est disposé. Elle est en bon état et ne contient pas de bouche d'évacuation visible.
Observations : Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I I et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Il est apparu en séance que la principale incompatibilité à considérer sur le site est entre les composés chlorés et les autres liquides inflammables. En conséquence, l'exploitant opte jusqu'ici pour un stockage des produits chlorés hors du stockage principal, près du lieu de leur mise en œuvre. L'exploitant interroge l'Inspection concernant leur éventuel déplacement dans le local principal.
Observations : Le déplacement des produits chlorés vers le local de stockage paraît envisageable au vu du faible encombrement constaté dans ce dernier. L'incompatibilité de ces produits avec les liquides inflammables devra être prise en compte, a minima en disposant les produits chlorés sur une rétention dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suites de l'inspection de 2017 – Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 3.2.5	
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Article L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants ...	3.2.5 -
Constats : L'exploitant a indiqué avoir commencé à mettre en place le plan de gestion de solvants. La société BUREAU VERITAS a été mandatée pour cette mission. La démarche n'a pas abouti.	
Observations : Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant met en place sous 6 mois le plan de gestion des solvants requis.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 6 mois	